



Archives de sciences sociales des religions

165 | janvier-mars 2014
Les capitales catholiques

L'aristocratie catholique au défi des villes capitales

L'exemple de la Maison d'Arenberg au XIX^e siècle

Catholic aristocracy takes up the challenge of capital cities. The example of the House of Arenberg in the 19th Century

La aristocracia católica y el desafío de las capitales. El ejemplo de la Maison d'Arenberg en el siglo XIX

Bertrand Goujon



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/25840>

DOI : 10.4000/assr.25840

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 2 mars 2014

Pagination : 245-265

ISBN : 978-2-7132-2431-7

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Bertrand Goujon, « L'aristocratie catholique au défi des villes capitales », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 165 | janvier-mars 2014, mis en ligne le 20 février 2017, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/assr/25840> ; DOI : 10.4000/assr.25840

Bertrand Goujon

L'aristocratie catholique au défi des villes capitales

L'exemple de la Maison d'Arenberg au XIX^e siècle

« Toute noblesse dure, même sans privilèges légaux, quand elle demeure profondément historique et terrienne » (Bourget, 1894 : 158) : une telle assertion surprend peu sous la plume de Paul Bourget, dont le retour au catholicisme au cours des années 1890 se double d'un glissement vers un traditionalisme réactionnaire versant lui-même volontiers dans l'exaltation agrarienne. Le fondateur du roman « à thèse » figure alors en bonne place parmi les romanciers chrétiens fin de siècle dont « l'urbaphobie » dénonce une modernité jugée déstabilisatrice et effrayante avec des accents moralisants (Marchand, 2009 : 99-105). Mais ce pourfendeur de l'« enfer des villes » est aussi un mondain accompli qui fréquente inlassablement le « gratin » aristocratique. À défaut des portes du Jockey-club, celles des plus vénérables hôtels particuliers de la capitale s'ouvrent devant lui, comblant un snobisme qui fait son succès dans une partie de son lectorat tout en lui valant les quolibets des caricaturistes et les attaques cinglantes de ses confrères (Rouvillois, 2008 : 144). Apologue de l'ancrage terrien comme gage de persistance pour une supériorité aristocratique fragilisée – sinon immédiatement menacée – à la fin du XIX^e siècle, Bourget n'en est pas moins partie prenante de pratiques sociales et de réseaux éminemment parisiens dont l'aristocratie ancienne et titrée s'érige en modèle et en incarnation suprêmes (Bricard, 2013 : 350-353). De fait, la singularité des familles de la haute noblesse au sein des élites urbaines réside dans leur capacité à maîtriser un espace social complexe qui est élaboré, entretenu, adapté et transmis au fil des générations au service d'intérêts collectifs, lignagers et individuels bien compris (Saint Martin, 1993). Une des caractéristiques fondamentales de cet « espace de la noblesse » réside dans son inscription structurelle à la croisée du monde urbain et du monde rural : les « maîtrises de l'espace, entre ville et château » constituent en effet un critère décisif d'identification de l'ancien Second Ordre à une élite dans les sociétés postrévolutionnaires (Brelot, 1995 : 95-105). D'une part, la fidélité à la terre, l'attachement au château familial et la perpétuation des rites de la vie châtelaine occupent une place centrale dans les traditions, les valeurs et l'éducation aristocratiques et constituent autant de vecteurs et de signes de distinction sociale (Mension-Rigau, 1994). D'autre part, la capacité des aristocrates à conserver

une position prééminente est liée à leur faculté d'accéder aux acteurs et instances décisionnels dans l'ensemble des sphères d'activité. D'où leur souci de préserver une étroite proximité socio-spatiale avec les détenteurs de l'autorité et du pouvoir : à défaut d'exercer elle-même une domination dont elle n'a plus l'exclusivité au XIX^e siècle (quand elle n'est pas ouvertement contestée ou battue en brèche), l'aristocratie d'ancienne extraction s'attache à entretenir dans la nébuleuse des élites un potentiel d'influence qui repose sur l'interconnaissance, la familiarité et la reconnaissance mutuelle que rend possible la coexistence au sein d'un espace partagé dans les « beaux quartiers », structuré par des codes communs et propice à la reproduction sociale (Pinçon, Pinçon-Charlot, 1989). En tant qu'élite entre les élites cumulant (ou, du moins, entendant cumuler) l'ensemble des critères d'excellence et de supériorité, l'aristocratie se distingue ainsi à la fois des noblesses provinciales (dont l'ambition et la capacité à incarner une élite ne sont efficaces qu'à une échelle spatiale réduite) et des franges déclinantes des noblesses en cours de déclassement (qui ne parviennent pas à assurer la reproduction et la transmission des multiples formes de capital déterminant leur maintien effectif parmi les élites) par sa propension à conserver des positions fortes au sein des villes capitales.

Dans l'Europe du XIX^e siècle qui voit le triomphe de l'idée nationale ainsi que la montée en puissance de l'industrialisation et du capitalisme financier, les villes capitales cumulent en effet les fruits d'un double processus de centralisation et de métropolisation qui multiplie leurs atouts et leur confère une indiscutable hégémonie politique, économique et culturelle au sein des territoires européens (Charle, 2004 ; Wagenaar, Van der Wusten, 1997). Les ducs et princes d'Arenberg offrent à cet égard un observatoire des rapports complexes qu'entretient la haute aristocratie européenne avec les villes capitales. Issue d'une branche cadette des Ligne, la famille d'Arenberg est une Maison régnante dans le Saint-Empire romain germanique : les ducs ont siège et voix virile à la Diète d'Empire depuis la fin du XVI^e siècle, jouissent du prédicat d'Altesse Sérénissime et exercent leur souveraineté sur un duché eifelien hérité par les femmes. À la veille de la Révolution française, la Maison d'Arenberg figure parmi les plus grandes fortunes territoriales des Pays-Bas méridionaux et de la France du Nord. Certes, par suite de l'épisode napoléonien et du Congrès de Vienne, elle a perdu ses droits souverains et rejoint la cohorte des Maisons princières allemandes médiatisées. Mais tout au long du XIX^e siècle, elle réussit à pérenniser et à consolider l'opulence dynastique – qui n'a été que marginalement écornée par la Révolution française – en cumulant d'importants héritages, des alliances opportunes avec de riches héritières, d'ambitieuses acquisitions foncières et de judicieuses stratégies de valorisation et de diversification patrimoniales (Goujon, 2006) : en 1905, le duc d'Arenberg arrive ainsi en 53^e position des fortunes mondiales (avec un patrimoine évalué à 150 millions de francs ¹) tandis que son cousin, le prince Auguste

1. *Le Figaro*, 7 juin 1905.

d'Arenberg, est président de la Compagnie universelle du Canal de Suez. La faculté d'adaptation du lignage se traduit aussi par la formalisation de branches nationales distinctes, en adéquation avec des partages successoraux opérés au début du XIX^e siècle et l'affirmation du modèle national dans l'Europe post-révolutionnaire. Les descendants de Prosper-Louis d'Arenberg, devenu chef de famille en 1820 à la mort de son père, le « duc aveugle » Louis-Engelbert, constituent ainsi la branche germano-belge (qui opte pour la nationalité prussienne tout en conservant d'immenses propriétés en Belgique où elle réside), tandis qu'une branche française se forme lorsque le prince Pierre d'Arenberg obtient des lettres de grande naturalisation en 1828 ; entre temps, leur cousin germain, le prince Ernest d'Arenberg, qui s'était fixé dans les États des Habsbourg où il avait émigré à la fin du XVIII^e siècle, avait obtenu l'*Inkolat* en Bohême de l'empereur François I^{er} d'Autriche en 1814. Formant un lignage d'envergure européenne, les Arenberg sont ainsi implantés dans plusieurs villes capitales (Bruxelles, Paris, Vienne, dans une moindre mesure Berlin) où, riches d'un capital économique, social, culturel et symbolique exceptionnel², ils s'imposent au faite de la haute société : une approche comparée est ainsi rendue possible par la structuration transnationale du lignage. Sociologiquement construites, les expériences qu'ont ces grands seigneurs des métropoles européennes le sont également culturellement et idéologiquement. À cet égard, le facteur religieux constitue un des filtres les plus déterminants pour comprendre les stratégies, les pratiques et les représentations qui inscrivent dans les villes capitales ces aristocrates dont l'attachement au catholicisme est à la fois profond, durable et constamment réaffirmé au cours du XIX^e siècle. Héritiers d'une longue tradition dynastique de promotion du catholicisme, les princes et ducs d'Arenberg ne se contentent pas de perpétuer la foi et les pratiques religieuses de leurs ancêtres. Parce qu'ils conçoivent le service de Dieu comme une mission et un devoir qui leur sont assignés en tant qu'élite ayant vocation à l'exemplarité, au dépassement de soi et au sacrifice (Mension-Rigau, 1994 : chap. 8), ils mettent un point d'honneur à soutenir activement l'offensive catholique postrévolutionnaire en mobilisant à la fois leurs ressources financières, leurs réseaux dans les classes dirigeantes et leur réputation pour défendre les intérêts confessionnels.

Durablement privilégiés par l'historiographie, les aspects politiques de l'engagement nobiliaire en faveur du catholicisme trouvent une illustration de choix avec la famille d'Arenberg : tandis que le duc Prosper-Louis accorde son patronage aux candidats catholiques dès les débuts de la crise de l'unionisme belge dans les années 1840, son fils aîné, Engelbert-Auguste, use de son statut de prince médiatisé pour prendre position lors du *Kulturkampf* et soutenir le leader des catholiques allemands, Ludwig Windthorst, inamovible député du duché d'Arenberg-Meppen de 1867 à 1891 ; c'est enfin dans les rangs du *Zentrum* que

2. Nous reprenons ces termes dans leur acception bourdieusienne.

le prince François d'Arenberg et le duc Engelbert-Marie d'Arenberg siègent au *Landtag* de Prusse et au *Reichstag*. En revanche, les enjeux sociaux, culturels et religieux de cette mobilisation restent plus incomplètement saisis. De fait, si la contribution des élites nobiliaires à l'offensive catholique dans les campagnes a déjà été soulignée par les historiens – que ce soit dans le cadre de monographies diocésaines, d'enquêtes régionales consacrées aux noblesses provinciales ou d'études d'organisations pieuses telles que l'Œuvre des Campagnes de l'abbé Vandel (Mension-Rigau, 2003) –, plus rares sont les travaux qui abordent frontalement le versant urbain de cette implication socioreligieuse et *a fortiori* ses déclinaisons dans les villes capitales (Biquard, 1993 ; Nagle, 1994).

Vivre en aristocrates et en catholiques

Pour les Arenberg, les capitales constituent des espaces familiers parce qu'ils y séjournent ordinairement une partie de l'année. La vie noble suppose en effet une itinérance résidentielle entre ville et campagne, selon un calendrier quasi immuable qui voit les familles aristocratiques quitter leurs hôtels particuliers au terme de la saison mondaine hivernale et printanière pour rejoindre châteaux, propriétés de chasse et stations de villégiature à la mode où elles passent l'été et une partie de l'automne. Cette présence régulière en ville suppose l'acquisition, l'entretien et l'embellissement de résidences urbaines adaptées au mode de vie et conformes au rang de leurs occupants. Grâce au mariage en 1711 du duc Léopold-Philippe d'Arenberg avec Marie-Françoise Pignatelli, dernière héritière des comtes d'Egmont, les chefs de la Sérénissime Maison sont entrés en possession d'un somptueux palais à Bruxelles, sis place du Petit-Sablon, en plein cœur du quartier le plus aristocratique de la ville où vivent également les Beaufort, les Mérode-Westerloo et les Lannoy. Les ducs d'Arenberg y établissent leur résidence principale de manière quasi ininterrompue pendant près de deux siècles³, dans un cadre dont le prestige, l'ampleur, le faste et le raffinement ne souffrent la comparaison avec aucune autre demeure bruxelloise et matérialisent dans l'espace urbain leur puissance et leurs ambitions. Pour les cadets de famille, l'acquisition d'une résidence urbaine peut, soit traduire une aspiration à l'autonomie qu'exacerbent la conclusion d'un mariage et la naissance d'une progéniture en rendant plus compliquée la cohabitation dans le cadre de la famille-souche⁴, soit s'inscrire dans des stratégies d'insertion nationale pour ce qui est

3. Ralliés à Napoléon, les Arenberg ont eu le projet de transférer leur siège à Paris et ont acheté l'hôtel de Bouillon, sur le quai Malaquais, en 1808. Devenu une charge inutile après la chute de l'Empire, ce dernier est revendu en 1823-1824.

4. À peine entré en possession de sa part dans l'héritage paternel en 1863, le prince Antoine d'Arenberg quitte le palais du Petit-Sablon pour s'établir avec son épouse et leurs six enfants dans un hôtel particulier du Quartier Léopold. Situé au-delà des fortifications qui ceinturaient Bruxelles jusqu'au début du XIX^e siècle et loti à partir de 1837, le Quartier Léopold est le quartier par excellence où s'opère la fusion des élites anciennes et nouvelles (Leroy, 2010 : 519-538).

des princes fondateurs des branches française et austro-bohémienne de la Maison d'Arenberg. Propriétaire dès 1810 d'un hôtel particulier à Prague, le prince Ernest d'Arenberg se contente d'abord de louer une maison à Vienne, sur le Rennweg, avant de se décider en 1843 à acheter aux Esterhazy un palais plus digne de son rang sur la Landstrasse. Quant au prince Pierre d'Arenberg, il ne juge pas utile de faire les frais de l'achat d'une résidence parisienne et préfère user de l'hospitalité de son beau-père, le Duc de Périgord, qui lui attribue l'usage d'une trentaine de pièces dans l'immense hôtel qu'il possède rue Saint-Dominique⁵ ; il revient donc à la seconde génération de la branche française, en la personne du prince Auguste d'Arenberg, de se doter à la fin des années 1880 d'un hôtel particulier, sis rue de la Ville-l'Evêque, en plein cœur du quartier de la Madeleine⁶, dont la construction est confiée à Ernest Sanson, l'architecte qui fait alors fureur dans le Tout-Paris. Implantées dans les « beaux quartiers » les plus « sélects » des villes-capitales, ces résidences dont sont pourvus la quasi-totalité des membres de la Maison d'Arenberg⁷ offrent un cadre adapté à – et conçu pour – une vie mondaine raffinée et luxueuse⁸. Tout chrétiens qu'ils soient, les Arenberg ont le souci d'entretenir le lustre et la réputation dynastiques, ce qui se traduit par une ostentation théâtralisée de leur richesse. En dépit des discours cléricaux hostiles au luxe et aux plaisirs mondains au nom des vertus de tempérance, de prudence et de charité, ces aristocrates tiennent salon dans leurs demeures urbaines⁹ et organisent de brillantes réceptions fréquentées par

La localisation de l'hôtel du prince Antoine, sa construction récente et son élégance clinquante constituent autant d'éléments de différenciation vis-à-vis du vénérable Palais d'Egmont. La rupture est moins marquée lorsque le prince Charles d'Arenberg s'installe à la fin du XIX^e siècle avec son épouse sur le boulevard de Waterloo, dans une propriété contiguë aux dépendances de la résidence ducal.

5. AN, Minutier Central, Étude Defresne (LXXIII), 1388 : inventaire de la succession de la princesse Pierre d'Arenberg (21 décembre 1842).

6. L'hôtel a été construit sur un terrain provenant de la famille de la princesse Auguste d'Arenberg, née Greffulhe.

7. Seuls les enfants du prince Antoine d'Arenberg font exception en la matière, durant l'intermède qui sépare la vente de l'hôtel du Quartier Léopold en 1899 (après la liquidation de la succession de leur mère) et la Grande Guerre. Jean d'Arenberg se fixe alors au château de Pesch (Rhénanie), Philippe d'Arenberg à Eichstätt (où il est chanoine de la cathédrale) et Pauline d'Arenberg au château de Marche-les-Dames (province de Namur) – encore cette dernière se fait-elle construire une villa à La Hulpe, dans la banlieue de Bruxelles. Seul François d'Arenberg, en raison de ses fonctions parlementaires au *Reichstag* qui imposent de fréquents séjours à Berlin, conserve une résidence dans une ville-capitale.

8. Le duc Prosper-Louis d'Arenberg dote son palais bruxellois d'une salle de bal néo-classique dans les années 1820, tandis que son petit-fils Engelbert-Marie fait créer un somptueux escalier d'honneur inspiré de celui des Ambassadeurs à Versailles et rénover fastueusement les salons de réception : ACA (Archives et Centre culturel d'Arenberg, Enghien), 60/6, Maisons, dossier constitué par Édouard Laloire sur le grand escalier du palais d'Arenberg.

9. À la suite de la duchesse douairière d'Arenberg (née Marguerite de La Marck) dont le salon était considéré comme le plus brillant de Bruxelles dans les premières années du XIX^e siècle, celui que tient la seconde épouse du duc Prosper-Louis (née Ludmilla de Lobkowicz) constitue

tout le « gratin ». Donnant lieu à des dépenses somptuaires, les trois bals annuels du Palais d'Arenberg constituent ainsi une véritable institution à Bruxelles, avec lesquels rivalisent seules les soirées organisées par la famille royale ; l'élite de la noblesse belge, le corps diplomatique et les représentants des autorités nationales s'y mêlent, tandis que la ploutocratie financière et industrielle s'en voit impitoyablement refuser l'entrée. Comme en attestent les chroniques mondaines des journaux de l'époque, les Arenberg acceptent aussi maintes invitations dans les salons aristocratiques et les ambassades, participent aux fêtes de cour – où ils se flattent de venir au premier rang des Maisons médiatisées, juste après les membres de Maisons régnantes –, figurent dans les loges d'honneur des hippodromes et cumulent les adhésions aux grands cercles mondains dans les rangs desquels se tisse une sociabilité masculine exclusiviste propice aux carrières et aux affaires. Freinée durant les deux derniers tiers du XIX^e siècle par la « surenchère à la simplicité » à laquelle se livre – non sans ambiguïté – la noblesse ancienne pour se démarquer de la propension à l'étalage reprochée aux « nouveaux riches », la dilapidation de temps et d'argent qui caractérise ces pratiques socioculturelles distinctives devient plus décomplexée et hédoniste durant la Belle Époque. Elle s'accompagne notamment d'une libération féminine qui choque les âmes pieuses et pudibondes : les tenues parfois affriolantes de la duchesse d'Arenberg (née Hedwige de Ligne), qui n'hésite pas à se présenter sans gants et même à fumer en public, défraient la chronique mondaine tandis que la princesse Pierre d'Arenberg (née Emma de Gramont), qui a noué une étroite amitié avec le poète décadent et homosexuel notoire Robert de Montesquiou, ne craint pas d'apparaître lascivement étendue sur un éléphant lors d'une fête organisée par la comtesse Blanche de Clermont-Tonnerre en juin 1912. La distorsion entre le discours catholique sur le devoir d'exemplarité des élites nobiliaires et les pratiques sociales auxquelles celles-ci se livrent dans les villes-capitales atteint alors son point culminant.

Si la vie aristocratique dans les villes-capitales est ainsi dominée par le tourbillon des devoirs et plaisirs de société durant la saison mondaine, elle n'est incompatible ni avec un raidissement moraliste perceptible dès les années 1820¹⁰ et persistant jusqu'à la fin du siècle, ni avec un strict respect des exercices religieux. Assurément, il faut faire la part du conformisme, voire du snobisme (Rouvillois, 2008 : chap. 6) dans la pratique religieuse nobiliaire à Bruxelles, Paris ou Vienne. Le palais d'Egmont dépendant de la très chic paroisse bruxelloise de Notre-Dame-du-Sablon, les ducs d'Arenberg y assistent aux offices avec

jusqu'au début des années 1860 un des cénacles aristocratiques les plus distingués de la capitale belge. Le moindre goût de sa bru (née Eléonore-Ursule d'Arenberg) pour les mondanités, puis le vuvage précoce de cette dernière contribuent à l'effacement du Palais d'Arenberg parmi les salons bruxellois au cours du dernier tiers du XIX^e siècle.

10. Le duc Prosper-Louis d'Arenberg condamne ainsi avec virulence la vie maritale que mène publiquement le duc de San Lorenzo avec une courtisane bruxelloise : ACA, Correspondance de Prosper-Louis d'Arenberg 136 (lettre du duc à M. de Navia, 10 décembre 1828).

une extrême régularité et y font célébrer des messes lors de tous les événements dynastiques marquants. Ils participent aussi aux activités des confréries élitistes qui y sont établies : membre de celle de Notre-Dame-de-Lorette depuis 1848, Ludmilla de Lobkowitz figure dans les années 1860 au premier rang des dames prévôtes de celles des Saints-Rois et du Saint-Nom de Marie¹¹, tandis que son fils aîné Engelbert-Auguste est membre des confréries de Saint-Joseph, Saint-Antoine et Saint-Éloi¹² ; deux décennies plus tard, le duc Engelbert-Marie est reçu prévôt d'honneur de la congrégation de jeunes gens placés sous le vocable du Sacré-Cœur à neuf ans à peine¹³. L'éducation morale et religieuse des enfants reste très soignée durant les séjours en ville (Macknight, 2012 : 161-162, 174-176). À Paris, Pierre d'Arenberg accompagne personnellement sa fille Marie-Nicolette dans sa préparation à la première communion ; en 1854-1856, quand son fils Louis doit préparer le baccalauréat ès sciences, puis le concours d'entrée à Saint-Cyr, il opte successivement pour l'école Sainte-Geneviève que les Jésuites viennent d'ouvrir rue des Postes et pour l'établissement des Carmes¹⁴. Un tel choix est l'aboutissement d'une cléricisation de la prime éducation des princes d'Arenberg qui devient systématique à partir des années 1830 : les jeunes garçons sont confiés à des précepteurs ecclésiastiques qui leur inculquent un catholicisme ultramontain et intransigeant, particulièrement perceptible au cours des années 1850-1870 avant de refluer à la fin du siècle : le mauvais souvenir que garde Ernest d'Arenberg du Révérend Père Trégard – un jésuite qui avait précédemment servi de précepteur aux Broglie – laisse ainsi au prince devenu adulte une « violente nausée des choses religieuses » (Pange, 1965 : 58).

À ce phénomène de générations se surimpose un clivage de genre déterminant dans le rapport à la religion¹⁵. Les duchesses et princesses d'Arenberg manifestent en effet une ferveur plus précoce, durable et expressive que leurs homologues masculins, dont les sentiments religieux ne s'expriment guère ouvertement qu'au cours du troisième quart du XIX^e siècle. Si le duc Prosper-Louis d'Arenberg

11. ACA, Correspondance de Ludmilla de Lobkowitz 8 (lettre de la duchesse à sa fille, la princesse Aldobrandini, 30 mai 1861) et 132 (lettre de la baronne d'Hooghvorst à la duchesse, s.d.).

12. AGR (Archives Générales du Royaume, Bruxelles), Fonds d'Arenberg, Sa 6177 : extraits des comptes relatifs aux fondations pieuses, dons et aumônes (1864-1866). La fille cadette du duc, Sophie d'Arenberg, est reçue en 1888 à la Congrégation de la Sainte-Vierge : ACA, 35/12, Biographie de la princesse Jean d'Arenberg, née Sophie d'Arenberg, livre de conduite (1886-1889).

13. ACA, 36/2, Biographie d'Engelbert-Marie d'Arenberg : discours du R. P. Cras à l'occasion de son installation comme prévôt d'honneur de cette congrégation (15 janvier 1882).

14. Archives privées du château d'Arlay (Jura), caisse IV, correspondance 1, 2^e liasse : lettre du prince Pierre d'Arenberg à M. Vannier (3 novembre 1856). Ouverte en 1854 et tenue par les Jésuites jusqu'à la fin des années 1870, « Ginette » a été transférée en 1913 à Versailles. Quant à l'école des Carmes, fondée en 1845, elle devait devenir l'Institut catholique de Paris en 1875.

15. Voir sur ce point notre communication (à paraître en 2014) au colloque « Households of Faith » organisé en 2008 par le KADOC à Louvain.

fait aménager une chapelle privée dans son palais bruxellois au milieu des années 1830 ¹⁶, il ne manque pas d'ironiser – avec la légèreté d'un prince élevé dans les idées des Lumières – sur les reliques que son épouse fait venir à grands frais d'Italie ¹⁷. De fait, les appartements privés de la duchesse au Palais d'Arenberg finissent par être saturés d'éléments matériels qui expriment l'intensité de sa foi : un inventaire dressé à la suite de son décès en 1868 révèle que ses armoires regorgent d'une profusion de reliquaires, vases sacrés, objets de dévotion et livres pieux qui ne dépareraient pas dans la plus élégante des sacristies, de même que les dizaines de tableaux, aquarelles, dessins et émaux à sujets religieux qui garnissent les cimaises ¹⁸. Il faut assurément y voir l'indice d'une volonté d'entretenir une atmosphère pieuse dans l'espace intime, à quelques pas des opulents salons de réception où s'épanouit la plus brillante des vies mondaines.

Contribuer au maintien et à la consolidation des positions catholiques

Loin de se restreindre aux seuls espaces privés, le souci aristocratique de voir le catholicisme maintenu dans les villes-capitales se traduit dans l'espace public, que ce soit lors d'occasions ponctuelles (festivités religieuses, manifestations extérieures du culte) ou sous la forme d'investissements de long terme (infrastructures ecclésiastiques, conventuelles et scolaires). Organisées sur un mode régulier (éventuellement majeur du calendrier chrétien comme la Fête-Dieu, fête du saint patron paroissial, commémoration d'un acte pieux et/ou miraculeux ayant suscité l'apparition d'une dévotion locale) ou à titre exceptionnel (proclamation d'un dogme ou d'une année jubilaire par le souverain pontife), les manifestations extérieures du culte prennent un sens nouveau avec le glissement ultramontain du catholicisme au cours du XIX^e siècle (D'Hollander, 2001). D'une part, elles contribuent à conférer au culte un caractère spectaculaire qui doit exalter les sens des fidèles, émouvoir leurs âmes et impressionner les masses : les cérémonies en plein air sont ainsi partie prenante des entreprises missionnaires par lesquelles

16. Le duc obtient en 1846 de l'archevêque de Malines l'autorisation d'y entendre la messe de minuit, eu égard à son état de santé déclinant : ACA, Correspondance de Ludmilla de Lobkowicz 103, lettre de Mgr Sterckx à la duchesse (22 décembre 1846).

17. « Je cheminerai vers Bruxelles pour le grand déballage de toutes les saintes particules de saints que ma femme rapporte du pays où on les fait. Je m'étais opposé à ce qu'elle rapporte une carcasse entière, c'est trop gênant et on ne sait vraiment qu'en faire. En présentant mes hommages à votre frère, l'archevêque [de Tyr], ne lui parlez pas de mon opposition à la carcasse, cela l'indignerait et le scandaliserait, et juste dans un âge où tout scandale doit être évité » : ACA, Correspondance de Prosper-Louis d'Arenberg 130 : lettre du duc au comte de Mercy-Argenteau (21 juin 1843).

18. ACA, Biographie 30 : Ludmilla de Lobkowicz, duchesse d'Arenberg : inventaire des porcelaines de la duchesse (1868) et inventaire dressé par Charles d'Arenberg des objets trouvés dans les appartements de la duchesse (1868).

l'Église tente de reconquérir les populations indifférentes ou déchristianisées tout en raffermissant la foi des ouailles pratiquantes. D'autre part, en témoignant de la capacité mobilisatrice du catholicisme, elles offrent aux « cléricaux » l'occasion d'investir des espaces publics où se joue la recomposition permanente de l'équilibre concurrentiel entre les divers pouvoirs qui prétendent encadrer les populations urbaines. Si leur souci élitiste de distinction les retient d'y participer à titre personnel, les Arenberg apportent volontiers leur contribution logistique et financière à ce type de cérémonies. En 1820, le duc Prosper-Louis met ainsi plusieurs destriers à la disposition de la Régence de la Ville de Bruxelles lors de la cavalcade qui marque l'apothéose du jubilé organisé pour le 450^e anniversaire du miracle du Saint-Sacrement¹⁹. Trente-cinq ans plus tard, son frère cadet, le prince Pierre d'Arenberg, qui ne s'était jusqu'alors guère signalé par l'intensité de ses sentiments religieux, ne tarit pas d'éloges sur l'éclat de la procession organisée à Bruxelles en juillet 1855 en l'honneur de l'Immaculée Conception, dont le dogme a été proclamé sept mois plus tôt par Pie IX ; encore se contente-t-il de la suivre depuis le balcon de l'hôtel d'Ursel, près de l'ancien Marché au Bois²⁰. Ce n'est guère qu'à la fin du siècle que les Altesses Sérénissimes consentent à se mêler aux manifestations catholiques mobilisant les masses de fidèles, comme en témoignent les multiples pèlerinages à Lourdes et Wörishofen effectués entre 1882 et 1897 par la duchesse Éléonore-Ursule d'Arenberg, qui juge « nécessaire, pour l'édification, de voyager avec les trains de malades »²¹.

La contribution aristocratique à la publicité du religieux dans les villes-capitales se traduit également par la mobilisation d'importantes ressources financières afin d'embellir, entretenir et construire églises et chapelles. Dans les métropoles en pleine croissance de l'ère industrielle, l'adaptation spatiale des structures ecclésiastiques constitue un défi de taille pour l'Église qui, pour être en mesure de maintenir un encadrement paroissial efficace, doit faire appel à la générosité des fidèles les plus fortunés. Encore la réactivité de ces derniers est-elle fort inégale. Dans les premières décennies du XIX^e siècle, la générosité du duc et de la duchesse d'Arenberg profite surtout à Notre-Dame-du-Sablon dont ils s'érigent en bienfaiteurs, conformément à une tradition pluriséculaire : en 1830, Ludmilla de Lobkowitz offre ainsi une couronne pour la statue de Notre-Dame-des-Victoires qui y est conservée et qui, jusqu'à la Révolution, donnait lieu à la procession de

19. ACA, Correspondance de Prosper-Louis d'Arenberg 209 : note du duc (1^{er} août 1820). En 1370, des traces de sang seraient apparues sur des hosties consacrées qu'auraient profanées des Juifs à la synagogue de Bruxelles. Du XVI^e au XIX^e siècle, l'épisode est mobilisé par l'Église et les élites politiques pour affirmer l'identité catholique des Pays-Bas méridionaux, puis de la Belgique.

20. ACA, Correspondance d'Engelbert-Auguste d'Arenberg : lettre du prince Pierre d'Arenberg à son neveu Engelbert-Auguste (15 juillet 1855) : « jamais il n'y en a eu une semblable depuis que j'ai fréquenté le pays, jamais il n'y a eu autant de magnificence dans les ornements, dans les bannières ».

21. ACA, Biographie 101 : Éléonore-Ursule d'Arenberg : livre de souvenirs des pèlerinages à Lourdes (1882-1897).

l'Ommegang²². Ce n'est qu'à partir des années 1850 que l'on voit la Sérénissime Maison contribuer à la construction d'édifices de culte éloignés du palais familial, dans les quartiers périphériques de Bruxelles dont la croissance démographique exponentielle et l'urbanisation croissante contrastent avec un sous-équipement ecclésial structurel. En avril 1850, la duchesse d'Arenberg figure ainsi parmi les parrains et marraines des trois cloches de l'église Saint-Jean-et-Nicolas construite rue d'Aarschot, à Schaerbeek. Deux ans plus tard, elle fait partie des donateurs d'objets précieux qui contribuent au succès de l'exposition organisée pour financer l'achèvement des travaux de construction de l'église Sainte-Marie de Schaerbeek²³.

Ce soutien à des entreprises missionnaires en milieu urbain s'accroît avec le glissement vers l'intransigeantisme catholique qui caractérise la Maison d'Arenberg dans le troisième quart du XIX^e siècle : en 1871, le duc Engelbert-Auguste est ainsi sollicité par le comte de Robiano, qui est entré dans l'ordre dominicain, pour établir à Berlin des prêtres francophones afin de contrebalancer le « déluge protestant, incrédule ou athée, de l'usine, de l'atelier, des familles, des relations en tout genre », perçu comme une menace pour la persistance d'une communauté catholique dans la capitale allemande²⁴. Les Arenberg voient aussi d'un œil bienveillant la présence et l'activité des congrégations catholiques dans les villes-capitales – ne serait-ce que parce qu'elles peuvent permettre d'établir dignement des princesses restées célibataires et désireuses d'entrer dans les ordres. Après s'être réfugiée en 1831 au couvent viennois des Dames de la Visitation à l'occasion d'une épidémie de choléra, la princesse Ernestine d'Arenberg prend le voile en 1832 au couvent des Sœurs de la Miséricorde établi dans la capitale autrichienne et y meurt sous l'habit religieux en 1841²⁵. Son exemple manque d'être suivi à Bruxelles par sa cousine, la princesse Louise d'Arenberg : après avoir exprimé le désir d'entrer chez les Sœurs du Sacré-Cœur de Jette en 1842, celle-ci finit par céder aux instances de son père, le duc Prosper-Louis, et après avoir fondé la congrégation de la Sainte-Vierge à Notre-Dame-du-Sablon, elle intègre le tiers-ordre de Saint-François, ce qui lui permet de rester près de ses parents tout en comblant ses aspirations spirituelles²⁶. Ces vocations religieuses féminines dans les rangs de la Sérénissime Maison vont de pair avec le soutien

22. ACA, Correspondance de Prosper-Louis d'Arenberg 26 : lettre du prince Paul d'Arenberg à son frère le duc (21 décembre 1830).

23. *Journal de Bruxelles*, 25 avril 1850 et 1^{er} janvier 1852.

24. ACA, Correspondance d'Engelbert-Auguste d'Arenberg : lettre du comte de Robiano au duc (1^{er} novembre 1871).

25. ACA, Correspondance d'Auguste d'Arenberg, comte de La Marck 13 (lettre de la princesse Ernest d'Arenberg, née Windisch-Grätz, à son beau-père, 12 août 1831) et 17 (lettre de la princesse Ernestine d'Arenberg à son grand-père, 7 janvier 1832) ; *Heraldisch-genealogisch Gesellschaft Adler*, Carton 9, faire-part de décès (ARE-ARTN).

26. ACA, Biographie 40 : Louise d'Arenberg, lettre de la duchesse d'Arenberg à la révérende mère du couvent de Jette (s.d.) et note manuscrite d'Édouard Laloire (1904).

affiché des duchesses et princesses d'Arenberg à l'égard des religieuses bruxelloises. Si le temps n'est plus dans les villes-capitales aux prestigieuses et onéreuses fondations de l'époque moderne, à l'instar de l'imposant couvent des Capucins édifié à Bruxelles sur les plans du Père Charles d'Arenberg et financé par le duc Léopold-Philippe d'Arenberg en 1650-1652, de précieux services sont encore rendus aux communautés religieuses de la capitale belge. En 1858, Ludmilla de Lobkowicz vole ainsi au secours des sœurs rédemptoristes, en proie à de graves difficultés financières après que les frais de construction de leur couvent, situé près du jardin zoologique d'Etterbeek, ont excédé de 300 000 francs le budget initialement prévu : le scandale étant imminent, un an à peine après la crise provoquée par la « loi des couvents » du ministère De Becker, la duchesse accepte non seulement d'avancer discrètement 10 000 francs aux religieuses, mais aussi d'intercéder auprès du duc de Brabant (futur roi Léopold II) pour que l'État belge rachète le terrain et les bâtiments inachevés²⁷. Plus visible en province, comme en attestent la reconstruction du couvent des Capucins d'Enghien aux frais du duc Prosper-Louis et de la duchesse Ludmilla dans les années 1840 ou le rachat du petit béguinage de Gand par leur fils Engelbert-Auguste en 1862, prélude à l'édification du monumental béguinage de Mont-Saint-Amand en 1872-1874, la sollicitude à l'égard des communautés religieuses se limite à Bruxelles aux épisodes de crise qui en compromettent l'existence même. En 1886, lorsque le pensionnat des Ursulines de Laeken est incendié par les manifestants réunis à l'initiative du Parti Ouvrier Belge pour réclamer l'instauration du suffrage universel, la duchesse douairière d'Arenberg recueille ainsi les religieuses dans le palais familial pendant plus de six mois²⁸.

En plus de contribuer à l'encadrement religieux des populations bruxelloises, les Arenberg soutiennent l'offensive scolaire et charitable de l'Église catholique. Ils prolongent et réinventent ainsi dans un cadre urbain la tradition seigneuriale de patronage des écoles et des hospices qu'ils ont à cœur de maintenir dans les communes rurales où ils sont propriétaires terriens. Encore la générosité et l'implication personnelle sont-elles moindres qu'à la campagne (Goujon, 2008), ne serait-ce que parce que l'individualisation des donateurs est compromise par la dimension nécessairement collective des initiatives face au défi social et scolaire dont les métropoles du XIX^e siècle sont le théâtre. De surcroît, les bénéfices escomptés en termes de reconnaissance sociale sont plus limités que dans le cadre de communes rurales où la munificence des grands possédants est partie intégrante de stratégies visant à faciliter l'acceptation des rapports de domination et de dépendance socio-économiques. En 1844, si la duchesse Ludmilla accepte de patronner l'exposition organisée en faveur des écoles gratuites pour les enfants

27. ACA, Correspondance de Ludmilla de Lobkowicz 223 : lettre de M. de Wouters d'Oplinter à la duchesse (29 septembre 1858) : la communauté se fixe finalement à Malines, tandis que les bâtiments monastiques inachevés seront convertis en Musée d'Histoire naturelle.

28. ACA, Iconographie, album n° 13.

pauvres de Bruxelles et inaugurée en présence du nonce apostolique, elle dédaigne de figurer parmi les « vendeuses de charité » qui sont pourtant recrutées dans la fine fleur de la noblesse belge²⁹. Quant au duc Prosper-Louis, il se contente de prêter plusieurs tableaux primitifs allemands pour l'exposition qui se tient en 1850 dans la chapelle Salazar, rue des Sols, en faveur des Écoles chrétiennes de Bruxelles. Durant les années 1860, leur fils Engelbert-Auguste se montre plus impliqué à titre personnel. En plus des subsides qu'il accorde à l'Œuvre de l'Enfance catholique, à laquelle il fait remettre 1 000 francs en 1866 pour établir une école pour fillettes pauvres dans la paroisse bruxelloise des Riches-Clares³⁰, il participe activement aux activités vincentiennes (Bousset, Delmer, 1992 : 243-253). Membre du comité central belge de la Société de Saint-Vincent-de-Paul et généreux contributeur de la conférence du Sablon³¹, il devient vice-président de la Société de crédit de la prévoyance créée en mai 1861 et figure à ce titre parmi les fondateurs de la maison de repos ouverte par les Alexiens dans une maison lui appartenant, rue de l'Arbre Bénit à Ixelles³². Encore le reflux est-il sensible dès les années 1870, sur fond de difficultés financières rencontrées par la Maison d'Arenberg : en sus d'avoir perdu près d'un million et demie de francs dans la faillite de la Banque de l'Union en 1872, celle-ci voit ses revenus sévèrement écornés par la baisse des prix agricoles et les aléas de la conjoncture industrielle durant la Grande Dépression fin-de-siècle. Lors de la « guerre scolaire » de 1878-1884, l'inactivité dont elle fait preuve à Bruxelles contraste avec la création de dizaines d'écoles rurales confessionnelles dans les villages et bourgs où elle est présente : elle témoigne de ce que les grandes villes apparaissent désormais à ces élites traditionnelles comme des territoires perdus pour la cause conservatrice, dans lesquels elles cèdent du terrain aux initiatives publiques en matière d'assistance et de scolarisation. À partir du dernier quart du XIX^e siècle, la priorité aristocratique est ouvertement donnée à la préservation d'un ordre traditionnel dont les campagnes sont érigées en conservatoire : tandis que l'engagement actif dans les rangs de l'agrarisme va de pair avec un approfondissement de l'alliance entre le château et le presbytère, le fossé se creuse entre les modernités dont les villes-capitales sont le laboratoire et la « réinvention de la tradition » par laquelle l'aristocratie entend contribuer à la « persistance de l'Ancien Régime » (Hobsbawm, Ranger, 1983 ; Mayer, 1990), au risque de s'exposer à une réprobation croissante au sein des sociétés urbaines.

29. *Journal de Bruxelles*, 16 et 22 janvier 1844 : la statue en marbre de Carrare offerte par la duchesse trône dans le magasin tenu par la duchesse de Beaufort, les comtesses Henri de Mérode-Westerloo et Félix de Mérode, la vicomtesse Desmanet de Biesme et la baronne d'Hooghvorst.

30. *Journal de Bruxelles*, 14 février 1866 : cette paroisse est située près de la porte de Hal, dans un quartier populaire de Bruxelles. La duchesse douairière d'Arenberg contribue également à cette souscription à hauteur de 1 000 francs.

31. AGR, Fonds d'Arenberg, Sa 6177 : extraits des comptes relatifs aux fondations pieuses, dons et aumônes (1864-1866).

32. Ce n'est qu'en 1899 que les Alexiens font construire la vaste maison de retraite néo-gothique qui accueille aujourd'hui le centre psycho-social Saint-Alexis.

S'exposer à la vindicte partisane ou admettre la sécularisation ?

La divergence entre les stratégies adoptées par les diverses branches nationales de la Maison d'Arenberg est à cet égard frappante : elle reflète les inégales opportunités et marges de manœuvre qu'offrent les États européens aux élites traditionnelles. À Bruxelles, les ducs d'Arenberg n'ont cessé de manifester publiquement leur connivence avec les plus hautes autorités ecclésiastiques tout au long du XIX^e siècle, quitte à froisser les autorités civiles. À la fin des années 1820, Prosper-Louis d'Arenberg ne fait pas mystère des liens d'amitié qu'il entretient avec Mgr Capaccini, l'habile négociateur du concordat signé en 1827 entre le Saint-Siège et les Pays-Bas, qui est promu internonce près la cour de La Haye en mai 1829. L'étroite intimité avec laquelle le prélat est reçu au Palais d'Arenberg est peu susceptible d'attirer au duc les sympathies et la confiance du roi Guillaume I^{er}, dont la politique scolaire et religieuse heurte les catholiques belges et contribue au rapprochement de ces derniers avec les libéraux autour de la défense des libertés de l'enseignement et de la presse. En conservateur farouche, le duc d'Arenberg réproouve pourtant la stratégie unioniste qu'il juge contre-nature – en ce qu'elle remet en cause le principe de soumission aux autorités établies – et dans laquelle il voit un piège tendu par les libéraux (Viaene, 2001 : 316). N'ayant aucune sympathie pour « la sainte agence plus catholique que le Pape »³³, comme il qualifie la « société sainte » qui entoure à Bruxelles les comtes de Mérode, de Beaufort et de Robiano (Viaene, 2001 : 41-53), il s'agace de voir son oncle paternel, le prince Auguste d'Arenberg, se joindre aux « philippiques et propos inconsidérés » que multiplient contre le gouvernement néerlandais « ces mutins de prêtres » qu'il faudrait, selon lui, « brider et faire rester à l'autel d'où [il] ne [voudrait] jamais les voir descendre »³⁴. De fait, son attitude lors de la révolution belge de 1830 témoigne d'un souci pragmatique de se tenir à l'écart des turbulences politico-religieuses : alors même que le Saint-Siège verrait avec bienveillance son avènement sur le trône de Belgique (Arenberg, 1991), le duc quitte discrètement Bruxelles pour Münster. Revenu en Belgique après que la position de Léopold I^{er} a été confortée par la campagne des Dix-Jours, il se rallie au nouveau souverain, mais sans pour autant couper les ponts avec les milieux orangistes et tout en gardant ses distances avec les acteurs politiques qui se réclament du catholicisme. C'est seulement à partir de la fin des années 1840 – lors de la crise finale de l'unionisme – que Prosper-Louis d'Arenberg s'engage dans un soutien quasi officiel au parti catholique en gestation, soutien que poursuivent son fils Engelbert-Auguste et l'épouse de ce dernier,

33. ACA, Correspondance de Prosper-Louis d'Arenberg 64 : brouillon d'une lettre du duc à Mgr Capaccini (25 décembre 1829).

34. ACA, Correspondance de Prosper-Louis d'Arenberg 62 : lettre du duc au chevalier de Lima, ministre du Portugal à Bruxelles (23 octobre 1830).

Éléonore-Ursule, avec une combativité et une visibilité nouvelles. Culminant au moment de la « guerre scolaire » de 1879-1884, lorsque la polarisation des positions partisans atteint son paroxysme, ce patronage finit par ériger la Maison d'Arenberg en symbole de la collusion entre l'aristocratie et l'Église, ce qui en fait une cible toute désignée de l'anticléricalisme militant dont Bruxelles est alors un des bastions. En 1888, la frange avancée des libéraux bruxellois trouve ainsi dans le mariage de la princesse Ludmilla d'Arenberg avec le duc Charles de Croÿ-Dülmen l'occasion d'exercer à son encontre une de ces « gamineries déambulatoires commises par des bourgeois libéraux contre leurs homologues cléricaux » qui jalonnent l'histoire des manifestations violentes à Bruxelles au XIX^e siècle (Keunings, 1999 : 198). Le prétexte en est l'extrême simplicité des tenues et des équipages adoptés par les époux, leurs familles et les invités lors de la cérémonie du mariage civil à l'hôtel de ville de Bruxelles, qui contraste avec le faste ostentatoire déployé lors du mariage religieux à Notre-Dame-du-Sablon. Il n'en faut pas plus pour réactiver le débat sur l'antériorité du mariage religieux sur le mariage civil dont les ultramontains belges avaient fait un point de polémique dans les années 1870 (Gubin, Nandrin, 2005 : 124). Sur le modèle traditionnel du charivari, les huées, les cris « À bas la calotte » et les sons du Chant des gueux, de la Carmagnole et de la Marseillaise proférés par les manifestants – à l'avant-garde desquels sont identifiés des étudiants de l'Université Libre de Bruxelles – couvrent les cantiques et la musique durant la cérémonie. À la sortie de l'église, le cortège nuptial est violemment pris à partie par la foule ; des rixes éclatent dans la bousculade qui s'ensuit sans que les forces de gendarmerie présentes sur les lieux n'interviennent. La presse conservatrice de toute l'Europe accuse les autorités municipales bruxelloises de laxisme en s'émouvant de ce crime de lèse-majesté que les journaux libéraux s'ingénient à minimiser et dans lequel les feuilles socialistes voient une juste vengeance contre les nantis réactionnaires³⁵. Les Arenberg en tirent immédiatement la leçon : non seulement ils mettent un terme temporaire aux festivités mondaines dont leur palais bruxellois était le théâtre, mais lorsque les sœurs de la princesse Ludmilla, Sophie et Marie-Salvatrice, épousent respectivement le prince Jean d'Arenberg en 1889 et le prince Étienne de Croÿ-Solre en 1896, les noces sont célébrées dans l'intimité du château d'Heverlé : dans cette commune catholique et conservatrice du Brabant flamand située aux portes de Louvain, la Sérénissime Maison jouit en effet d'une position de notables incontestés et sait que le respect de la population locale lui est acquis³⁶.

Ce n'est qu'avec l'apaisement des questions religieuses en Belgique à la toute fin du XIX^e siècle – lorsqu'elles sont peu à peu supplantées sur la scène politique par les tensions sociales – que s'amorce un réinvestissement symbolique de la capitale belge. En 1897, le duc Engelbert-Marie d'Arenberg éblouit les Bruxellois

35. *Le Patriote*, 26 avril 1888 ; *Le Figaro*, 2 mai 1888 ; *L'Indépendance belge*, 26 avril 1888 ; *La Gazette*, 26 avril 1888 ; *L'Étoile belge*, 26 avril 1888 ; *La Réforme*, 26 avril 1888.

36. *L'Éventail*, 29 septembre 1889 et 6 décembre 1896.

par le déploiement de toilettes luxueuses, de bijoux somptueux, d'équipages chamarrés et de laquais en grande livrée auquel donne lieu son mariage avec la princesse Hedwige de Ligne en la cathédrale Saint-Michel-et-Gudule³⁷. Cette cérémonie précède un retour en force du duc dans les instances catholiques bruxelloises. En 1905, il prend la tête du comité provincial brabançon pour la construction de la basilique du Sacré-Cœur à Koekelberg. Non content d'en être un des principaux souscripteurs avec un don de 50 000 francs, il assiste à la pose de la première pierre par le roi Léopold II³⁸, lequel se réjouit ouvertement de sa participation à ce monument qui, tout en glorifiant le catholicisme et la nation belge, s'inscrit dans les grands travaux d'urbanisme orchestrés par le souverain dans sa capitale (Rion, 1983, 840-850). En 1906, le duc devient président de la Société générale bruxelloise des étudiants catholiques (Derez, 2002 : 109), fondée en 1895 pour contrebalancer dans le milieu estudiantin l'hégémonie libérale et franc-maçonnerie sur l'enseignement supérieur bruxellois dont l'Université libre est le symbole depuis 1834. Dans une Belgique où les catholiques monopolisent les fonctions ministérielles de 1884 à 1914, l'aristocratie est d'autant plus à même de soutenir l'Église et les associations catholiques que celles-ci bénéficient de la plus bienveillante des sollicitudes de la part du gouvernement et de l'administration.

Cette implication partisane active des ducs d'Arenberg dans les initiatives catholiques bruxelloises contraste avec l'attitude très en retrait adoptée à Paris par la branche française. Si Pierre d'Arenberg s'émeut des troubles anticléricaux parisiens des débuts de la Monarchie de Juillet, c'est plus par souci de l'ordre public que par adhésion à l'intransigeance politico-religieuse de Mgr de Quélen. Retiré de toute vie publique après 1830, le prince n'est pas sensible à la dimension chrétienne de « l'esprit de février » 1848 et ne voit dans la révolution que la confirmation d'une propension des Parisiens à l'insurrection qui justifie un prudent repli vers Bruxelles. De même, la réaffirmation de Paris comme « capitale religieuse » au cours du Second Empire (Boudon, 2001) le laisse complètement indifférent, à un moment où il réoriente son existence vers l'Europe centrale. Quant à son fils, le prince Auguste d'Arenberg, après avoir été élevé dans l'atmosphère pieuse et austère de l'hôtel de Périgord, il dissipe sa jeunesse dans les hauts lieux de la « fête impériale » que sont l'Opéra, les clubs élégants, les hippodromes et le Bois de Boulogne – au grand dam de son père et de ses cousins belges qui jugent sévèrement cette frivolité³⁹ – et ne songe nullement à

37. *Le Patriote*, 15 octobre 1897 ; *L'Éventail*, 17 octobre 1897.

38. *La basilique nationale du Sacré-Cœur de Jésus à Bruxelles* (Koekelberg), novembre 1905, p. 96, 123-130, 141, 162 et 179 ; *Le Patriote*, 22 octobre 1905.

39. AD Pas-de-Calais, 13 J 89, lettre du prince Pierre d'Arenberg à son frère le duc (11 février 1859) ; ACA, Biographie 137 (Marie-Ghislaine de Mérode, princesse Antoine d'Arenberg), lettres de la comtesse de Mérode-Westerloo, née Marie-Nicolette d'Arenberg, et de la princesse Antoine d'Arenberg à la princesse Ernest d'Arenberg, née Sophie d'Auersperg (18 janvier 1862 et 28 février ?).

adhérer à une conférence de la Société de Saint-Vincent-de-Paul, alors même que cette dernière exerce alors une forte attractivité sur les rejetons de la noblesse française (Brejon de Lavergnée, 2008 : 339-342). Élu en 1871 au Conseil général du Cher, puis en 1877 à la Chambre des députés où il siège parmi les légitimistes, Auguste d'Arenberg ne cède pas aux surenchères ultramontaines dans lesquelles versent volontiers les grands noms de l'aristocratie durant la « République des ducs », lorsqu'espoir de restauration monarchique rime avec rédemption nationale par le catholicisme : on le chercherait vainement parmi les souscripteurs à l'érection de la basilique du Sacré-Cœur de Montmartre ou les promoteurs des cercles catholiques d'ouvriers fondés par Albert de Mun. De fait, le prince – qui fait partie des « ralliés » dès 1890 – est plutôt partisan de modération et de libéralisme en matière religieuse : si ses votes à la Chambre durant ses mandats de député (1877-1881 et 1889-1902) attestent de son opposition aux mesures de laïcisation, s'il soutient généreusement les écoles religieuses dans les communes d'Arlay (Jura) et Ménéton-Salon (Cher) où il est châtelain, il n'en figure pas moins en 1906 parmi les « cardinaux verts » qui appellent les catholiques à s'accommoder de la loi de Séparation et à mettre loyalement en place les associations culturelles.

Ce souci de la branche française de la Maison d'Arenberg de garder ses distances avec l'intransigeantisme catholique est également perceptible sur le terrain de l'action sociale. Si la princesse Auguste d'Arenberg a poussé le formalisme rigoriste jusqu'à adresser en 1875 une demande à Pie IX pour obtenir l'autorisation de travailler les jours de fêtes religieuses à la confection d'ornements religieux⁴⁰, elle reste en marge de la plupart des structures catholiques de bienfaisance – à l'exception de l'Œuvre des enfants délaissés⁴¹ et de celle des ouvriers flamands⁴² – et préfère s'investir dans la Société Maternelle⁴³, l'Hospitalité de nuit⁴⁴ et surtout la Société Philanthropique de Paris dont sa mère (la comtesse Charles Greffulhe, née La Rochefoucauld) préside le comité des dames patronnesses. Ancienne et prestigieuse, la Société Philanthropique a pleinement tiré profit de sa neutralité confessionnelle, du patronage des plus hautes autorités et du recrutement très élitiste de ses administrateurs pour consolider ses ressources financières et diversifier ses activités au cours du XIX^e siècle (Duprat, 1996 : 327-403). Sur la voie ouverte par les Greffulhe et par son oncle maternel, le prince de Chalais, qui figure dans le Conseil d'administration de la Société depuis 1873, le prince Auguste d'Arenberg fait ses premières armes d'homme

40. AN, 101 AP II 3.

41. La princesse figure parmi les dames quêteuses lors du sermon de charité prononcé en faveur de cette œuvre (gérée par les religieuses de la Société du Cœur de Marie) à la Madeleine en mars 1882 : *Journal du Cher*, 12 mars 1882.

42. *Le Figaro*, 30 mai 1880.

43. *Le Figaro*, 22 mai 1878.

44. *Le Figaro*, 12 avril 1882 : le prince Auguste d'Arenberg entre au conseil d'administration de cette œuvre en 1889 (*Le Figaro*, 27 mars 1889).

d'œuvres dans le Conseil, avant d'en devenir administrateur en 1883 et même président de 1885 à 1913. Dans l'exercice de ce mandat, il reste fidèle au principe de stricte neutralité confessionnelle qui caractérise la Société Philanthropique depuis sa fondation en 1785 et s'attache notamment à garder des liens étroits avec les riches philanthropes juifs que sont les Rothschild ou la baronne de Hirsch⁴⁵, y compris lors de l'Affaire Dreyfus. Par ailleurs, le prince intervient dans d'autres structures caritatives et sociales parisiennes dépourvues de tout caractère confessionnel, qu'il s'agisse du conseil supérieur des Habitations Bon Marché⁴⁶, du Musée Social (Horne, 2002 : 123-125 et 148-149), de l'Œuvre des Sanatoriums Populaires de Paris⁴⁷ ou de la Solidarité berrichonne (une société de secours mutuels destinés aux néo-Parisiens originaires du Cher et de l'Indre). L'intense activité qu'il y déploie justifie en 1894 son entrée à l'Office Central des Œuvres de Bienfaisance (OCOB), qui réunit toutes les institutions de bienfaisance parisiennes⁴⁸. De fait, s'il conçoit l'action sociale comme le complément et le prolongement de la charité traditionnelle⁴⁹, Auguste d'Arenberg se préoccupe moins de s'associer aux œuvres catholiques et d'en défendre le caractère confessionnel que de valoriser l'ensemble des initiatives privées dont les représentants investissent avec succès les Congrès internationaux d'assistance à partir des années 1890 (Topalov, 1996 : 45) et incarnent la résistance du « parlementarisme de la charité » (Mension-Rigau, 2003 : 52) face aux tentations radicales et socialistes de renforcer le rôle social de l'État républicain en neutralisant le « rempart des œuvres » (Bec, 1995). Dans cette perspective, le combat religieux a cédé le pas au combat social et politique, jugé plus opérationnel sur le terrain parisien.



Si l'aristocratie opère un durable « retour au religieux » tout au long du XIX^e siècle et adhère volontiers aux positions intransigeantes du catholicisme ultramontain à partir des années 1850, elle n'en est pas moins consciente du risque de marginalisation sociale, politique et culturelle que fait peser sur elle un tel choix, dont les enjeux se manifestent avec une acuité particulière dans les villes-capitales. La diffusion de l'indifférence religieuse (voire de l'anticléricalisme) au sein de larges couches de la population s'y combine en effet avec un processus de sécularisation qui, engagé par les gouvernements libéraux en Belgique et républicains en France, bénéficie du soutien actif des équipes municipales progressistes qui dominent sans partage la vie politique locale à Bruxelles (dès les

45. Sur la philanthropie de la haute bourgeoisie juive à Paris au XIX^e siècle, voir : *Archives juives. Revue d'histoire des Juifs de France*, n° 42/1, 1^{er} semestre 2009 : La grande bourgeoisie juive parisienne (1850-1940), entre intégration et antisémitisme et n° 44/1, 1^{er} semestre 2011 : Le « moment » philanthropique des Juifs de France (1800-1940).

46. *Journal du Cher*, 7 mars 1897.

47. *Le Figaro*, 17 mars 1902.

48. *Le Figaro*, 12 janvier 1894.

49. Société philanthropique. *Annuaire, rapports et comptes-rendus*, 1901-1902.

élections de 1842) et Paris (de 1871 à 1900). L'exemple de la Maison d'Arenberg témoigne de ce que, offensive durant le second tiers du XIX^e siècle, la position de l'aristocratie catholique devient plus strictement défensive, dans ces métropoles où ses prétentions à incarner un modèle idéologique et social se heurtent à des résistances croissantes, voire violentes qui finissent par compromettre sa réputation et sa capacité à exercer une influence. Après les déconvenues des années 1870-1880, la voie du pragmatisme s'impose : évitant de prêter ouvertement le flanc à la polémique, l'investissement aristocratique au service de la cause catholique s'effectue désormais en prudente adéquation avec les opportunités légales et institutionnelles offertes par les pouvoirs civils en place, dont le contrôle échappe de plus en plus à des élites traditionnelles réduites – hors des cercles mondains – à une emprise résiduelle sur les villes-capitales à la veille de la Grande Guerre.

Bertrand GOUJON

CERHIC (Centre d'étude et de recherche en histoire culturelle)

EA-2616, Université de Reims Champagne-Ardenne

bertrand.goujon@univ-reims.fr

Bibliographie

- ARENBERG Duc Jean-Engelbert d', 1991, *La Couronne de Belgique et le Saint-Siège*, Enghien, Studium Arenbergense.
- BEC Colette, 1995, « Le contrôle étatique des établissements privés de bienfaisance (1880-1933) », in *De la charité à l'action sociale : religion et société. Actes du 118^e congrès des sociétés historiques et scientifiques. Pau, 25-29 octobre 1995*, Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques, p. 323-333.
- BICQUARD Claire, 1993, « Piété et foi dans le Faubourg Saint-Germain au XIX^e siècle », *Histoire, économie et société*, 2, p. 299-318.
- BOUDON Jacques-Olivier, 2001, *Paris, capitale religieuse sous le Second Empire*, Paris, Cerf.
- BOURGET Paul, 1894, *Cosmopolis*, Paris, A. Lemerre.
- BOUSSET Gunter, Delmer Marie-Thérèse, 1992, « La Société de Saint-Vincent de Paul à Bruxelles », in De Maeyer J. et Wynants P. (éd.), *De Vincentianen in België, 1842-1992*, Louvain, Leuven Univ. Press., « KADOC-Studies », p. 241-278.
- BREJON DE LAVERGNÉE Matthieu, 2008, *La Société de Saint-Vincent-de-Paul au XIX^e siècle. Un fleuron du catholicisme social*, Paris, Cerf.
- BRELOT Claude-Isabelle, 1995, « Itinérances nobles : la noblesse et les maîtrises de l'espace, entre ville et château », in *Noblesse et villes (1780-1950)*, Tours, Presses univ. de Tours, p. 95-105.
- BRICARD Alice, 2013, *Le Grand monde parisien, 1900-1939. La persistance du modèle aristocratique*, Rennes, Presses univ. de Rennes.
- CHARLE Christophe (dir.), 2004, *Capitales européennes et rayonnement culturel, XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Éditions Rue d'Ulm / Presses de l'École Normale Supérieure.

- D'HOLLANDER Paul (dir.), 2001, *L'Église dans la rue. Les cérémonies extérieures du culte en France au XIX^e siècle*, Limoges, Presses univ. de Limoges.
- DEREZ Mark, NELISSEN Marc, VERBRUGGE Anne, ROEGIER Jan (dir.), 2002, *Arenberg in de Lage Landen*, Louvain, Leuven Univ. Press.
- DUPRAT Catherine, 1996, *Usages et pratiques de la philanthropie. Pauvreté, action sociale et lien social, à Paris, au cours du premier XIX^e siècle*, Paris, Comité d'histoire de la Sécurité sociale.
- GOUJON Bertrand, 2006, *Entre cosmopolitisme, insertions nationales et ancrages locaux, l'aristocratie au XIX^e siècle : la Maison d'Arenberg (1820-1919)*, thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Claude-Isabelle Brelot, Univ. Lyon 2.
- , 2008, « Re-inventing "Seigniorial" Charity in Nineteenth-Century Europe: The Examples of the Dukes and Princes of Arenberg », in Brandes I., Marx-Jaskulski K. (dir.), *Armenfürsorge und Wohltätigkeit. Ländliche Gesellschaften in Europa, 1850-1930*, Frankfurt-am-Main/Berlin/Berne/Bruxelles/New York/Oxford/Vienne, Peter Lang, p. 187-200.
- GUBIN Éliane, NANDRIN Jean-Pierre, 2005, « La Belgique libérale et bourgeoise 1846-1878 » in *Nouvelle Histoire de Belgique. Volume I : 1830-1905*, Bruxelles, Complexe.
- HOBBSAWM Eric, RANGER Terence, 1983, *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge Univ. Press.
- HORNE Janet R., 2002, *A Social Laboratory for Modern France. The Musée Social and the Rise of the Welfare State*, Durham/Londres, Duke Univ. Press.
- KEUNINGS Luc, 1999, « La dynamique des manifestations violentes à Bruxelles au XIX^e siècle. Une analyse des troubles d'avril 1893 », in Kurgan-Van Hentenryk G. (dir.), *Un pays si tranquille : la violence en Belgique au XIX^e siècle*, Bruxelles, Univ. libre de Bruxelles, p. 197-239.
- LEROY Frédéric, 2010, « Quand l'aristocratie et la grande bourgeoisie habitaient le Quartier Léopold », *Vivre noblement. Les styles de vie de la noblesse belge, XV^e-XXI^e siècle*, n^o spécial de la *Revue belge de philologie et d'histoire*, 88, 2010, p. 519-538.
- MACKNIGHT Elizabeth C., 2012, *Aristocratic Families in Republican France, 1870-1940*, Manchester, Manchester Univ. Press.
- MARCHAND Bernard, 2009, *Les Ennemis de Paris. La haine de la grande ville des Lumières à nos jours*, Paris, Presses univ. de Rennes.
- MAYER Arno, 1990, *La persistance de l'Ancien Régime : l'Europe de 1848 à la Grande Guerre*, Paris, Flammarion.
- MENSION-RIGAU Éric, 1994, *Aristocrates et grands bourgeois*, Paris, Plon, « Pluriel ».
- , 2003, *Le Donjon et le clocher. Nobles et curés de campagne de 1850 à nos jours*, Paris, Perrin.
- NAGLE Jean, 1994, *Luxe et charité : le faubourg Saint-Germain et l'argent*, Paris, Perrin.
- PANGE Comtesse Jean de, 1965, *Confidences d'une jeune fille*, Paris, Grasset.
- PINÇON Michel, PINÇON-CHARLOT Monique, 1989, *Dans les beaux quartiers*, Paris, Seuil.
- RION Pierre, 1983, « Léopold II et les origines de la basilique de Koekelberg », *Revue belge de philologie et d'histoire*, 61-4, p. 840-850.
- ROUVILLOIS Frédéric, 2008, *Histoire du snobisme*, Paris, Flammarion.
- SAINT-MARTIN Monique de, 1993, *L'Espace de la noblesse*, Paris, Métailié.

- TOPALOV Christian, « Langage de la réforme et déni du politique. Le débat entre assistance publique et bienfaisance privée, 1889-1903 », *Genèses*, 23, 1996, p. 30-52.
- VIAENE Vincent, 2001, *Belgium and the Holy See from Gregorius XVI to Pius IX 1831-1859: Catholic Revival, Society and Politics in the 19th Century Europe*, Louvain, Leuven Univ. Press.
- WAGENAAR Michiel, VAN DER WURSTEN Hermann, 1997, « L'empreinte de l'État. À la recherche de la spécificité des villes-capitales en Europe », in Claval P. et Sanguin A.-L. (dir.), *Métropolisation et politique*, Paris, L'Harmattan, p. 53-68.

L'aristocratie catholique au défi des villes-capitales

L'exemple de la Maison d'Arenberg au XIX^e siècle

Malgré la répulsion et la condamnation suscitées par les mutations et les révolutions dont elles sont le théâtre, les villes-capitales exercent sur l'aristocratie européenne du XIX^e siècle une forte attractivité en tant qu'espaces stratégiques de domination politique, économique, sociale et culturelle. C'est pourquoi la haute noblesse catholique s'y associe durablement et ostensiblement aux entreprises de reconquête religieuse et à la réinvention multiforme des missions sociales de l'Église en territoire urbain qui visent à freiner, voire inverser un processus de sécularisation. Documentée par des archives privées familiales et par la presse, la Maison d'Arenberg offre une illustration des stratégies fluctuantes et divergentes qui sont suivies par ses branches nationales installées à Bruxelles, Paris et Vienne et qui témoignent de la variété et de la flexibilité des champs des possibles qu'offrent les villes-capitales à ces élites, au risque d'un télescopage des enjeux religieux et sociopolitiques propres à exacerber les clivages et à leur attirer de vives critiques.

Mots-clés : aristocratie, catholicisme, villes-capitales, Europe du XIX^e siècle, engagement social et religieux.

Catholic aristocracy takes up the challenge of capital cities

The example of the House of Arenberg in the 19th Century

In 19th Century Europe, aristocrats remained attracted to capital cities as strategic spaces of political, economic, social and cultural domination whereas they rejected and condemned them as places of mutations or revolutions. That is why the Roman Catholic high nobility durably and ostentatiously took part in the religious reconquest and the multifaceted urban reinvention of the social missions of the Church which aimed to impede – or even to reverse – the process of secularization. Private family archives and newspapers thus reveal that the national branches of the House of Arenberg which were settled in Brussels, Paris and Vienna developed fluctuating and diverging strategies: they adapted to the various and flexible opportunities which these capital cities provided to them, but they were sometimes unsuccessful in their attempt to prevent religious and social-political issues from overlapping. This process resulted in their becoming the targets of harsh criticism.

Key words: aristocracy, Roman Catholicism, capital cities, 19th Century Europe, social and religious involvement.

La aristocracia católica y el desafío de las capitales

El ejemplo de la Maison d'Arenberg en el siglo XIX

A pesar de la repulsión y la condena suscitada por los cambios y las revoluciones de las que son el escenario, las ciudades capitales ejercen sobre la aristocracia europea del siglo XIX un atractivo fuerte en tanto que espacios estratégicos de dominación política, económica, social y cultural. Es por eso que la alta nobleza católica se asocia durable y ostensiblemente, a las empresas de reconquista religiosa y a la reinención multiforme de las misiones sociales de la Iglesia en territorio urbano que apuntan a frenar, cuando no a invertir, el proceso de secularización. Documentada por archivos privados familiares y por la prensa, la Maison d'Arenberg ofrece una ilustración de las estrategias fluctuantes y divergentes emprendidas por sus ramas nacionales instaladas en Bruselas, París y Viena. Estas dan cuenta de la variedad y la flexibilidad del campo de los posibles que ofrecen las ciudades capitales a estas élites, frente al riesgo del choque entre desafíos religiosos y sociopolíticos que exacerben las posiciones y que les ocasionen fuertes críticas.

Palabras clave: aristocracia, catolicismo, ciudades capitales, Europa del siglo XIX, compromiso social y religioso.

